

Commission européenne : les francophones dénoncent la domination écrasante de l'anglais

Par valeursactuelles.com / Jeudi 19 septembre 2019 à 08:12



Dans une lettre ouverte à leur future présidente, Ursula von der Leyen, des fonctionnaires européens regrettent l'omniprésence de l'anglais au sein de l'institution.

« *Nous voulons avoir le droit de travailler en français...* » C'est un véritable ras-le-bol. Comme le relaye *Les Echos*, un groupe de fonctionnaires européens a décidé d'alerter leur future présidente, **Ursula von der Leyen**, sur la place de plus en plus écrasante de l'anglais au sein de la Commission européenne. « *En une décennie seulement, la situation s'est fortement dégradée. [...] Même lorsque l'ensemble de la hiérarchie est francophone, nous recevons comme instruction orale de ne pas produire de documents dans d'autres langues que l'anglais* », regrettent les auteurs de cette lettre ouverte. Comme le rappelle *Les Echos*, le français est pourtant, avec l'anglais et l'allemand, l'une des trois langues « *procédurales* » à la Commission européenne.

« **Les Anglophones imposent leur langue** »

► SUR LE MÊME SUJET **“Protection de notre mode de vie européen” : Ursula von der Leyen au pied du mur**

Ces fonctionnaires souhaitent avoir la possibilité de s'exprimer, de passer des appels d'offres ou de communiquer sur les réseaux sociaux en français. « Vous êtes notre dernier recours », lancent-ils à Ursula von der Leyen qui est trilingue (allemand, anglais, français). « *Lorsqu'on veut parler français, on est rapidement accusé d'arrogance, alors que personne n'emploie ce mot lorsque les Anglophones imposent leur langue. [...] L'anglais devient un plus petit dénominateur commun, on lit les mêmes médias, on parle la même langue dans une forme appauvrie, et on ne conceptualise plus le monde dans notre propre langue, ce qui est un comble pour une Union européenne censée appréhender la réalité dans sa diversité !* », insiste l'un des auteurs du texte. Ce document circule en ce moment au sein de la Commission européenne pour récolter le maximum de signatures.